

Le renseignement intérieur français change de fournisseur pour l'analyse de ses grandes masses de données. Le 16 juin 2026, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé que la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) ne poursuivrait pas avec l'américain Palantir et travaillerait désormais avec l'entreprise française ChapsVision. L'annonce a été faite dans une vidéo consacrée aux investissements de l'État dans l'intelligence artificielle, diffusée la veille de l'ouverture du salon VivaTech à Paris.

ChapsVision déploiera sa plateforme Argonos (ArgonOS), conçue pour ingérer et exploiter des données dites hétérogènes : textes, documents, images, vidéos, flux audio, données métier ou issues de sources ouvertes. C'est ce produit qui prend la suite de Gotham, l'outil de Palantir utilisé jusqu'ici par les services.

Près de dix ans de dépendance à un acteur américain

La DGSi s'appuyait sur Palantir depuis 2016. Le recours à l'éditeur américain s'était imposé après les attentats de novembre 2015, dans un contexte de forte menace terroriste et faute d'équivalent souverain sur le marché à l'époque. Palantir, dont le cofondateur Peter Thiel est proche de Donald Trump, est partiellement financé à l'origine par In-Q-Tel, la structure d'investissement liée à la CIA.

La volonté de remplacer ce fournisseur n'est pas nouvelle. Dès 2018, Laurent Nuñez, alors patron de la DGSi et aujourd'hui ministre de l'Intérieur, indiquait vouloir développer une offre française ou européenne. Un appel d'offres baptisé OTDH (outil de traitement des données hétérogènes) a été lancé au début de la décennie pour bâtir un équivalent national de Gotham. Le coût du programme est estimé à environ 40 millions d'euros.

La procédure a été progressive. Sur neuf candidats au départ, trois sont retenus en 2023 : ChapsVision, Blueway et Athea, coentreprise réunissant Atos et Thales. Athea, qui n'aurait pas atteint les objectifs dans les délais selon plusieurs comptes rendus de presse, est ensuite écartée, ne laissant que ChapsVision et Blueway en lice pour la phase suivante.

Le calendrier a connu un report. En décembre 2025, la DGSi a prolongé pour trois ans son contrat avec Palantir, le temps d'achever la bascule. L'éditeur américain avait alors souligné que son périmètre restait strictement encadré par les autorités françaises et qu'il accompagnait la transition vers l'autonomie nationale. ChapsVision indique de son côté avoir emporté le lot concerné du programme et que sa solution servira à traiter les volumes de données collectés par les services. Selon plusieurs sources, la technologie pourrait être étendue progressivement à d'autres administrations.

L'argument de la souveraineté mis en avant

Sébastien Lecornu a justifié le choix par le refus de nouvelles dépendances dans le numérique. La France ne peut, selon lui, confier ses données les plus sensibles à des partenaires susceptibles d'en couper l'accès du jour au lendemain. La même vidéo annonçait 655 millions d'euros supplémentaires pour diffuser l'intelligence artificielle dans l'appareil d'État.

Le mouvement français s'inscrit dans une tendance plus large en Europe. À la mi-mai 2026, le renseignement intérieur allemand, l'Office fédéral de protection de la Constitution, avait lui aussi décidé de se tourner vers ChapsVision pour son logiciel d'analyse de données, au détriment de Palantir, au nom de la même préoccupation de réduction des dépendances.

Dirigée par Olivier Dellenbach, ChapsVision s'est développée ces dernières années par croissance externe, rachetant notamment Deveryware (interception légale et géolocalisation), Systran (traduction automatique), Sinequa (recherche en entreprise et IA générative) ou encore Owlint (renseignement en sources ouvertes). L'entreprise a levé près de 100 millions d'euros en 2022, avec le soutien de Bpifrance et de Tikehau, pour financer son développement en Europe.

Du côté de ChapsVision, la décision est présentée comme la reconnaissance d'un travail technique mené sur plusieurs années et comme la démonstration qu'une technologie européenne peut répondre à des besoins critiques de l'État. L'entreprise insiste sur le fait que sa plateforme a été retenue sur des critères de performance, de sécurité et d'interopérabilité, à l'issue d'un processus de sélection long.

Les modalités précises de la transition, son coût final et le calendrier de déploiement de la nouvelle solution n'ont pas été détaillés par les autorités au moment de l'annonce.